

LES DOCKS DES PETROLES D'AMBES

Société Anonyme au Capital de : € 748 170
Siège social : Avenue des Guerlandes
Bassens
33565 Carbon-Blanc Cedex
RCS Bordeaux B 585 420 078

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 JUIN 2023

RAPPORT D'ACTIVITE

ACTIVITES DES DEPOTS

Les expéditions de produits, depuis le dépôt de Bassens, au cours du premier semestre 2023, augmentent de 0,9 % pour atteindre 1 295 718 m³ contre 1 283 845 m³ au premier semestre 2022.

Concernant le dépôt de Bayon, au 30 juin 2023, seuls 4 bacs de stockage sont en activité. Les autres bacs et les logistiques afférentes sont vides, nettoyés et mis en sécurité.

ANALYSE DU BILAN :

Au cours du premier semestre, la société a mis en service 151 890 € d'investissements. Les principaux postes sont :

- Travaux d'électricité et d'automatisme pour 101 182 €
- Travaux de sécurité pour 24 969 €
- Matériels informatique et d'exploitation : 20 272 €
- Travaux d'amélioration des installations des postes de chargements pour 5 466 €

Le poste « immobilisation en cours » s'élève à 692 491 € au 30 juin et se décompose de la façon suivante :

- Travaux d'amélioration des installations des réservoirs pour 123 155 €
- Travaux d'électricité et automatismes pour 100 811 €
- Travaux de sécurité et d'environnement pour 110 939 €
- Travaux postes de chargement pour 44 539 €

Les stocks de matières sont en augmentation avec des stocks à fin juin 2023 plus importants qu'au 31 décembre 2022.

Les créances clients sont en baisse de -4,7% à fin juin 2023 vs 31 décembre 2022.

Les disponibilités et les placements sont en baisse de -7,9% par rapport à fin 2022.

Les dettes fiscales et sociales sont en hausse avec une taxe foncière comptabilisée pour la période de 6 mois en 2023.

ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT

Produits d'exploitation :

Le chiffre d'affaires

Au premier semestre 2023, il s'élève à 9 186 849 € vs 8 449 130 € au 30 juin 2022. Il est en hausse de 8,7 % par rapport au 1er semestre 2022.

Les variations principales portent sur :

- La hausse des recettes de l'activité de chargement due en partie à la hausse de +0,9% des volumes par rapport au 30 juin 2022
- La baisse des recettes d'incorporation de colorants et d'additivation de -7,1% due principalement à la baisse des volumes de FOD (fioul domestique)
- La hausse des recettes liées au mandat d'opération avec la société SPBA de +10%

Reprises de provisions et amortissements :

Elles se décomposent de la façon suivante :

- Reprises de provisions pour révisions décennales des réservoirs faites au premier semestre 2023 pour 495 405 € contre 354 898 € en 2022,
- Reprises de provisions pour renouvellement sur immobilisations renouvelées pour 17654€.

Charges d'exploitation :

Elles augmentent sur la période de 1,7 % par rapport au 1^{er} semestre 2022 ce qui est globalement une bonne performance au vu du contexte inflationniste du 1^{er} semestre 2023 par rapport au 1^{er} semestre 2022.

En l'occurrence, la masse salariale n'a connu qu'une augmentation de +2,05% au 30 juin 2023 versus 30 juin 2022.

Résultat d'exploitation :

Il s'élève à 3 058 701 € contre 2 348 883 € au 30 juin 2022.

Résultat exceptionnel :

Au 30 juin, le résultat exceptionnel est positif à hauteur de 54 405 €, du fait des reprises de provisions de renouvellement devenues sans objet.

Résultat net :

Le résultat net s'élève à 2 413 032 € contre 1 806 273 € au 30 juin 2022.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POUR LE PREMIER SEMESTRE

Néant

EVENEMENT SUBSEQUENT (INTERVENU APRES LA DATE DE CLOTURE DES COMPTES SEMESTRIELS)

Néant.

Attestation de la personne assumant la responsabilité du rapport financier semestriel

(Article 222-4 – 3° du Règlement Général AMF)

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes complets pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, et que le rapport semestriel d'activité, figurant en page deux à quatre, présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans le présent document ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document.

Fait à Bassens
Le 27 septembre 2023

Ahmed ABZIZI
Président Directeur Général

Rapport du commissaire aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels de la société Les Docks des Pétroles d'Ambès, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2023 au 30 juin 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, la régularité et la sincérité des comptes semestriels et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de la société

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels.

Le Commissaire aux comptes

Mazars

Bordeaux, le 28 septembre 2023

David COUTURIER

Associé

COMPTES SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2023

ACTIF	30-juin-23			31-déc-22
	Brut	Amortissements et provisions	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE				
DOMAINE PRIVE				
Immobilisations incorporelles	367 203	328 134	39 069	68 300
Immobilisations corporelles	948 911	868 874	80 038	85 695
DOMAINE CONCEDE APPORT CONCEDANT				
Immobilisations incorporelles				
Constructions sur sol d'autrui	48 101	48 101		
Installations techniques, matériels et outillages	474 139	474 139		
Autres immobilisations corporelles	107 410	107 410		
DOMAINE CONCEDE APPORT CONCESSIONNAIRE				
Immobilisations incorporelles	829 145	693 667	135 478	155 031
Constructions sur sol d'autrui	4 834 808	153 801	4 681 007	4 681 007
Installations techniques, matériels et outillages	61 745 642	22 381 792	39 363 850	39 389 016
Autres immobilisations corporelles	5 567 818	426 288	5 141 530	5 148 720
IMMOBILISATIONS EN COURS	692 491		692 491	392 736
S / Total	75 615 668	25 482 206	50 133 462	49 920 505
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations				
Prêts	149 733		149 733	143 689
Dépôts et cautionnements	3 912		3 912	3 912
S / Total	153 645		153 645	147 601
TOTAL I	75 769 313	25 482 206	50 287 107	50 068 106
ACTIF CIRCULANT				
Stocks de matières	479 683	242 546	237 137	184 974
Créances clients	1 737 172		1 737 172	1 779 517
Autres créances	438 172		438 172	375 583
Disponibilités	632 131		632 131	1 477 762
Placements trésorerie	10 009 000		10 009 000	10 077 633
S / Total	13 296 159	242 546	13 053 612	13 895 470
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	469 973		469 973	66 084
Charges à étaler				
TOTAL II	13 766 131	242 546	13 523 585	13 961 554
TOTAL GENERAL	89 535 444	25 724 752	63 810 692	64 029 660

P A S S I F	(avant répartition)	30-juin-23	31-déc-22
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES			
Capital social (entièrement amorti)		748 170	748 170
Primes d'émission et de fusion		15 053	15 053
Ecarts de réévaluation		17 082	17 082
Ecarts de réévaluation (1976)		2 538 664	2 538 664
Réserve légale		74 817	74 817
Réserves réglementées			
Réserves extraordinaires		223 451	223 451
Réserves ordinaires		6 056 888	5 544 974
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice		2 413 032	4 228 313
Subvention d'équipement			
Provision spéciale de réévaluation			
Amortissements dérogatoires			
TOTAL I		12 087 156	13 390 524
DROITS DU CONCEDANT			
Amortissements de caducité		44 782 758	43 456 543
Amortissements de caducité transférés en capital		-748 170	-748 170
Apport du Concédant à titre gratuit			
TOTAL II		44 034 588	42 708 373
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
Provisions pour grosses réparations		3 974 506	3 963 471
Fonds de renouvellement des installations concédées		1 516 768	1 594 145
Autres provisions pour risques et charges		265 433	243 194
TOTAL III		5 756 707	5 800 810
AUTRES DETTES			
Emprunts divers			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		884 631	1 197 040
Dettes fiscales et sociales		1 012 232	897 615
Dettes diverses		35 378	35 299
S / Total		1 932 241	2 129 953
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance			
TOTAL IV		1 932 241	2 129 953
TOTAL GENERAL		63 810 692	64 029 660

COMPTE DE RESULTAT	2023 30 Juin	2022 30 juin	2022 31 Décembre
PRESTATIONS DE SERVICES	9 186 849	8 449 129	17 225 660
AUTRES PRODUITS		4 009	7 835
REPRISE DE PROVISIONS ET AMORTISSEMENTS	520 362	439 360	1 810 872
TRANSFERTS DE CHARGES	5 442		
PRODUITS D'EXPLOITATION	9 712 654	8 892 499	19 044 368
ACHATS DE MATIERES STOCKEES	250 968	265 133	539 601
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	1 863 647	1 931 616	4 126 845
IMPOTS ET TAXES	383 904	372 515	793 448
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1 012 746	992 409	2 036 127
INTERESSEMENT	154 981	123 872	305 042
CHARGES SOCIALES	460 937	451 080	861 572
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	234 032	233 158	464 445
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS DE CADUCITE	1 329 311	1 285 870	2 634 097
DOTATION AUX PROVISIONS POUR RENOUVELLEMENT	182	700	363
DOTATION AUX PROVISIONS POUR GROSSES REPARATIONS	506 439	398 258	1 035 531
DOTATION AUX PROVISIONS POUR CHARGES	29 429	83 871	10 516
AUTRES CHARGES	0		0
REDEVANCES DE CONCESSION ET REDEVANCES PORTUAIRES	427 377	405 135	799 654
CHARGES D'EXPLOITATION	6 653 953	6 543 616	13 607 241
RESULTAT D'EXPLOITATION	3 058 701	2 348 883	5 437 127
PRODUITS DE PARTICIPATION			
AUTRES INTERETS	107 988	1 718	12 761
PRODUITS FINANCIERS	107 988	1 718	12 761
INTERETS SUR EMPRUNTS			
INTERETS DIVERS			
CHARGES FINANCIERES			
RESULTAT FINANCIER	107 988	1 718	12 761
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	3 166 689	2 350 601	5 449 888
SUR OPERATIONS DE GESTION			
SUR OPERATIONS EN CAPITAL			12 325
REPRISES SUR PROVISIONS ET AMORTISSEMENTS	59 904	69 927	335 567
PRODUITS EXCEPTIONNELS	59 904	69 927	347 893
SUR OPERATIONS DE GESTION		11 123	
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	5 499		127 025
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET AMORTISSEMENTS			
CHARGES EXCEPTIONNELLES	5 499	11 123	127 025
RESULTAT EXCEPTIONNEL	54 405	58 804	220 868
RESULTAT AVANT IMPOTS	3 221 094	2 409 405	5 670 755
PARTICIPATION			
IMPOTS SUR LES SOCIETES	808 062	603 132	1 442 443
RESULTAT NET	2 413 032	1 806 273	4 228 312

ANNEXE

I. INFORMATION RELATIVE AU CONTRAT DE GERANCE ENTRE DPA ET LE GRAND PORT MARITIME DE BORDEAUX

Le contrat de gérance conclu le 5 juin 1967 entre le Port autonome de Bordeaux (auquel le Grand port maritime de Bordeaux – GPMB s’est substitué) et DPA expirera le 31 mai 2032.

Au terme du contrat de gérance, les aménagements, ouvrages et appareils à caractère immobilier que DPA aura acquis, construits ou mis en place au titre du contrat devront être remis gratuitement au GPMB, en bon état d’entretien et seront de plein droit la propriété du GPMB.

La réattribution par le GPMB de l’exploitation des dépôts publics d’hydrocarbures de Bayon et de Bassens et de l’oléoduc reliant le site de Bayon au dépôt de SPBA à Ambès peut être précédée d’une procédure de publicité et de mise en concurrence (sauf à ce que le GPMB décide de mettre fin à cette activité et d’affecter les sites concernés à d’autres usages). DPA pourra être candidat à ce nouveau contrat, sans disposer d’un droit particulier à son renouvellement.

Dans le cadre du nouveau contrat à conclure pour l’exploitation des sites, le GPMB pourra définir des conditions techniques et financières (notamment en termes de redevances dues par l’exploitant) différentes de celles actuellement applicables.

DPA a confié à une société spécialisée, la réalisation d’une pré-étude environnementale sur les sites de Bayon et de Bassens, afin de réaliser une identification de premier niveau du potentiel de remédiation des sols qui pourraient être nécessaires en fin de concession en 2032. Les résultats de cette pré-étude seront utilisés ultérieurement pour lancer des études détaillées afin de quantifier les scénarios possibles de remédiation des sols, à long terme, et selon leurs destinations futures.

II. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes semestriels au 30 juin 2023 ont été élaborés dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Il a été tenu compte dans la présentation des états financiers, des particularités résultant de notre statut de concessionnaire du Grand Port Maritime de Bordeaux.

1) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles regroupent l'ensemble des logiciels informatiques amortis en linéaire sur une durée de 1 à 7 ans.

2) IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Le statut particulier des sociétés concessionnaires entraîne le découpage des immobilisations corporelles de la société en deux catégories :

- Immobilisations du domaine Privé : regroupent l'ensemble des biens qui resteront la propriété du concessionnaire à la fin du contrat de concession.
- Immobilisations du domaine Concédé : regroupent l'ensemble des biens qui seront remis au concédant à la fin du contrat de concession sans contrepartie financière.

2.1) DOMAINE PRIVE

Les immobilisations du domaine privé sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition.

Les durées d'amortissement pratiquées sur ces biens sont les suivantes :

- Logiciel informatique : linéaire entre 1 à 5 ans.
- Matériel et Outillage : linéaire entre 5 et 10 ans.
- Matériel de transport : linéaire entre 5 et 10 ans.
- Mobilier, machines de bureau : linéaire entre 5 et 10 ans.

2.2) DOMAINE CONCEDE

Les immobilisations du domaine concédé sont comptabilisées à leur coût d'acquisition à l'exception de celles acquises antérieurement au 31 décembre 1976 qui figurent au bilan à leur valeur réévaluée (réévaluation légale).

Les immobilisations du domaine concédé se décomposent en deux catégories :

- **Immobilisations non renouvelables :**

Par nature, ce sont les immobilisations qui ne nécessiteront pas de remplacement pour maintenir leur potentiel productif durant la concession, eu égard à la durée de la concession, la durée de vie du bien dépassant la date de fin du contrat de concession.

- **Immobilisations renouvelables :**

Regroupent toutes les immobilisations du domaine concédé dont la durée de vie est inférieure au nombre d'années restant à courir jusqu'à la date de fin de concession.

2.2.1) *Amortissements pratiqués :*

Amortissement de caducité : il est pratiqué sur la totalité des biens concédés afin de permettre la reconstitution, en fin de concession, des capitaux propres investis dans le domaine concédé. Il est calculé linéairement sur la durée de la concession restant à courir à la date d'achat du bien.

Il s'applique de la façon suivante :

- Immobilisations non renouvelables : sur le coût d'achat.
- Immobilisations renouvelables : pour le premier bien sur son coût d'achat, pour le suivant sur la différence entre son coût d'achat et la valeur du bien qu'il remplace.

Amortissement industriel : il ne s'applique qu'aux immobilisations renouvelables.

Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

- Constructions : amortissement linéaire de 10 à 30 ans.

- Installations techniques, matériel et outillage : linéaire entre 5 et 30 ans.
- Agencement, aménagement constructions : linéaire sur 20 ans.

2.2.2) Provision pour renouvellement :

Afin d'étaler sur la durée de la concession le coût de remplacement d'un bien, la société a établi un plan de renouvellement de ses biens. Les plans de renouvellement portent sur la majeure partie des biens identifiables entièrement renouvelables.

Les provisions pour renouvellement des immobilisations sont mises à jour à chaque clôture à partir notamment des analyses techniques et des travaux effectués. Les provisions devenues sans objet sont reprises en résultat exceptionnel.

A la fin de chaque exercice, une provision est constatée sur la base de la différence entre le coût estimé de renouvellement du bien et sa valeur d'achat d'origine, jusqu'à la date de renouvellement définie dans le plan.

La dotation de l'exercice est évaluée en tenant compte d'un coefficient égal au quotient du nombre d'années d'utilisation du bien, depuis sa mise en service sur sa durée de vie totale.

Dans le cas du renouvellement d'un bien provisionné, la provision antérieurement dotée est reprise en compte de résultat, soit sur la durée de vie du nouveau bien s'il est renouvelable, soit sur la durée restante de la concession si le nouveau bien est non renouvelable.

Dans le cas où la provision de renouvellement constituée serait supérieure au coût de remplacement de l'immobilisation, la quote-part de provision est reprise intégralement.

Dans le cas de sortie de l'actif d'un bien sans renouvellement, la provision antérieurement dotée est reprise en compte de résultat sur l'exercice de la sortie. Suite au travail réalisé sur le dépôt de Bayon, la société a entamé une réflexion sur les durées de vie des biens actifs restants au 31/12/2013, afin de revoir sa politique d'amortissement et de renouvellement avec l'impact induit sur les provisions.

Au 30 juin 2023, la société a décidé de reprendre les provisions devenues sans objet sur certaines catégories de biens.

L'impact financier sur le premier semestre 2023 est un produit exceptionnel de 59 904 €.

3) IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Elles sont inscrites au bilan à leur valeur historique.

Elles comprennent en particulier les prêts consentis dans le cadre de la participation à l'effort de construction. Ces prêts sont remboursables sur une durée de 20 ans.

4) ACTIF CIRCULANT

Les stocks de matières premières sont évalués à leur coût d'acquisition. Des provisions sont constituées le cas échéant pour constater une dépréciation.

Les créances de l'actif circulant sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

5) AUTRES FONDS PROPRES : DROITS DU CONCEDANT

Le compte "droits du concédant" enregistre la contrepartie des opérations faites dans le cadre de la concession. Il correspond au cumul des amortissements de caducités pratiqué sur les biens du domaine concédé et de la valeur nette comptable des biens apportés par le concédant. Son montant est diminué de la valeur du capital amorti pour 748 170 €.

6) PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

Des provisions sont constituées pour couvrir des risques et charges, nettement précisées quant à leur objet et que des événements survenus ou en cours, rendent probables.

Les provisions pour risques et charges comprennent en particulier :

- Les provisions pour renouvellement des immobilisations du domaine concédé. L'avis 2000-10 du CNC exclut les provisions pour renouvellement du champ d'applications du règlement n° 2002-06, relatif aux passifs.
- Les provisions pour grosses réparations afférentes aux programmes pluriannuels de vérification des bacs d'hydrocarbures sont comptabilisées en conformité avec le règlement 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs.
Ces provisions sont estimées à partir de l'analyse des coûts encourus. Dans le cadre de ces inspections décennales, les provisions pour grosses réparations sont dotées linéairement sur 10 années pour les bacs d'hydrocarbures et 4 années pour le pipeline.
- Les primes « long service » attribuées aux personnels suivant leur ancienneté dans l'entreprise, sont comptabilisées en conformité avec la recommandation 03-R-01 du CNC sur les engagements sociaux de l'entreprise.

III. COMPLEMENTS D'INFORMATIONS

VARIATIONS IMMOBILISATIONS BRUTES

VARIATIONS IMMOBILISATIONS BRUTES	SOLDE AU 31/12/2022	ACQUISITIONS	TRANSFERTS AJUSTEMENTS
DOMAINE PRIVE			
Immobilitisations incorporelles	368 306	6 045	
Immobilitisations corporelles	933 883	21 481	
Total domaine privé	1 302 189	27 526	
DOMAINE CONCEDE			
APPORT DU CONCEDANT			
Immobilitisations incorporelles			
Constructions sur sol d'autrui	48 101		
Installations techniques spécialisées	474 139		
Autres immobilisations corporelles	107 410		
Sous total	629 650		
APPORT DU CONCESSIONNAIRE			
Immobilitisations incorporelles	829 146		
Constructions sur sol d'autrui	4 834 808		
Installations techniques spécialisées	61 621 279	124 364	
Autres immobilisations corporelles	5 567 817		
Sous total	72 853 050	124 364	
Total domaine concédé	73 482 699	124 364	
SOUS TOTAL IMMOBILISATIONS	74 784 888	151 890	
IMMOBILISATIONS EN COURS	392 736	451 646	-151 890
TOTAL IMMOBILISATIONS	75 177 625		-151 890
	CESSIONS	COMPTE DU CONCEDANT	SOLDE AU 30/06/2023
DOMAINE PRIVE			
Immobilitisations incorporelles	7 148		367 203
Immobilitisations corporelles	6 452		948 911
Total domaine privé	13 600		1 316 114
DOMAINE CONCEDE			
APPORT DU CONCEDANT			
Immobilitisations incorporelles			
Constructions sur sol d'autrui			48 101
Installations techniques spécialisées			474 139
Autres immobilisations corporelles			107 410
Sous total			629 650
APPORT DU CONCESSIONNAIRE			
Immobilitisations incorporelles			829 145
Constructions sur sol d'autrui			4 834 808
Installations techniques spécialisées			61 745 642
Autres immobilisations corporelles			5 567 818
Sous total			72 977 413
Total domaine concédé			73 607 063
SOUS TOTAL IMMOBILISATIONS	13 600		74 923 177
IMMOBILISATIONS EN COURS			692 491
TOTAL IMMOBILISATIONS	13 600		75 615 668

VARIATIONS AMORTISSEMENTS

VARIATIONS AMORTISSEMENTS	SOLDE AU 31/12/2022	DOTATIONS	CESSIONS
DOMAINE PRIVE			
Immobilisations incorporelles	300 006	32 387	4 258
Immobilisations corporelles	848 187	24 530	3 843
Total domaine privé	1 148 192	56 916	8 101
DOMAINE CONCEDE			
APPORT DU CONCEDANT			
Immobilisations incorporelles			
Constructions sur sol d'autrui	48 101		
Installations techniques spécialisées	474 139		
Autres immobilisations corporelles	107 410		
Sous total	629 650		
APPORT DU CONCESSIONNAIRE			
Immobilisations incorporelles	674 114	19 553	
Constructions sur sol d'autrui	153 801		
Installations techniques spécialisées	22 232 263	150 372	
Autres immobilisations corporelles	419 098	7 191	
Sous total	23 479 275	177 116	
Total domaine concédé	24 108 925	177 116	
Total immobilisations	25 257 118	234 032	8 101

	TRANSFERTS AJUSTEMENTS	REPRISES	SOLDE AU 30/06/2023
DOMAINE PRIVE			
Immobilisations incorporelles			328 134
Immobilisations corporelles			868 873
Total domaine privé			1 197 008
DOMAINE CONCEDE			
APPORT DU CONCEDANT			
Immobilisations incorporelles			
Constructions sur sol d'autrui			48 101
Installations techniques spécialisées			474 139
Autres immobilisations corporelles			107 410
Sous total			629 650
APPORT DU CONCESSIONNAIRE			
Immobilisations incorporelles			693 667
Constructions sur sol d'autrui			153 801
Installations techniques spécialisées		843	22 381 792
Autres immobilisations corporelles			426 288
Sous total		843	23 655 548
Total domaine concédé		843	24 285 198
Total immobilisations		843	25 482 206

REEVALUATION DE L'ACTIF IMMOBILISE

1) IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES

	VALEUR EN COUT HISTORIQUE	PROVISION SPECIALE DE REEVALUATION	VALEUR REEVALUEE
Valeurs Brutes	1 667 150	934 265	2 611 415
Amortissements cumulés	1 667 150	934 265	2 611 415
Valeurs Nettes			0

2) IMMOBILISATIONS NON AMORTISSABLES

L'écart de réévaluation des immobilisations non amortissables est de 2 555 746 €.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Ce poste comprend :

Un prêt à Action Logement d'un montant de 129 029 €.

Les prêts accordés au personnel de la société en juin 2023, afin de participer à l'augmentation de capital de la société TotalEnergies s'élèvent à 22 586 €. Les remboursements effectués au 1^{er} semestre 2023 se sont élevés à 12 149 €. Le précédent prêt accordé au personnel d'un montant de 27 101 € afin de participer à l'augmentation de capital de la société TotalEnergies en 2022 a été totalement remboursé.

STOCKS MATIERES

Les stocks de matières se décomposent de la façon suivante :

	Valeur brute	Dépréciation
Emulseurs	273 054	242 546
Additifs et colorants	206 629	
Azote		
	<hr/>	<hr/>
	479 683	242 546

Un complément de dépréciation, pour tenir compte de la durée de vie de 5 ans des émulseurs, a été comptabilisé au 1^{er} semestre 2023 à hauteur de 3 826 €.

ECHEANCES DES CREANCES AU 30 JUIN

La totalité des créances est à échéance de moins d'un an.

CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES

	SOLDE AU 31/12/2022	RESULTATS		Autres mouvements
		EXERCICE	AFFECTATION EXERCICE DIVIDENDES AUTRES	
Capital amorti	748 170			
Primes d'émission et de fusions	15 053			
Ecarts de réévaluation	2 555 746			
Réserve légale	74 817			
Réserves réglementées				
Réserves extraordinaires	223 451			
Réserves ordinaires	5 544 974			511 913
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice antérieur				
Résultat de l'exercice	4 228 313	2 413 032	-3 716 400	-511 913
Subvention d'investissement				
Provision spéciale de réévaluation				
TOTAL CAPITAUX PROPRES	13 390 524	2 413 032	-3 716 400	

Droits du concédant				
Amortissements de caducité	43 456 543			
Amortis. Transférés en capital	-748 170			
Apport du Concédant à titre gratuit				
TOTAL DROITS DU CONCEDANT	42 708 373			

	PROVISIONS		SUBVENTIONS		SOLDE AU 30/06/2023
	DOTATION	REPRISE	RECUES	AMORTIS.	
Capital amorti					748 170
Primes d'émission et de fusions					15 053
Ecarts de réévaluation					2 555 746
Réserve légale					74 817
Réserves réglementées					
Réserves extraordinaires					223 451
Réserves ordinaires					6 056 887
Report à nouveau					
Résultat de l'exercice antérieur					
Résultat de l'exercice					2 413 032
Subvention d'investissement					
Provision spéciale de réévaluation					
TOTAL CAPITAUX PROPRES					12 087 156

Droits du concédant				
Amortissements de caducité	1 329 311	3 096		
Amortis. Transférés en capital				
Apport du Concédant à titre gratuit				
TOTAL DROITS DU CONCEDANT	1 329 311	3 096		44 034 588

Le capital social est composé de 97 800 actions au nominal de 7.65 €. Il a été entièrement remboursé au cours des années 1968 à 1983. La valeur portée au passif du bilan correspond à une quote-part des droits du concédant.

TABLEAU DES PROVISIONS

DESIGNATIONS	2022	DOTATIONS EXERCICE	REPRISES EXERCICE		2023
	31-déc		UTILISEES	NON UTILISEES	30-juin
Provisions pour grosses réparations	3 963 471	506 439	332 848	162 557	3 974 506
Provisions pour renouvellement des immobilisations concédées	1 594 144	182	17 654	59 904	1 516 768
Provisions pour litiges					
Provisions pour prime long service	243 194	25 603	3 364		265 433
Provisions pour autres charges					
S / T PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	5 800 810	532 223	353 866	222 461	5 756 707
Provisions pour dépréciation des stocks	238 720	3 826			242 546
Provisions pour dépréciation des créances					
CUMUL DES PROVISIONS	6 039 530	536 049	353 866	222 461	5 999 252

1. Les primes « long service » octroyées aux personnels après 20, 25, 30, 35 et 40 ans d'ancienneté dans la société ont été provisionnées sur la base des plans de carrière individualisés conformément aux dispositions du règlement CRC 2004-03 du 4 mai 2004 relatif aux médailles du travail.

Les principales hypothèses retenues sont :

- Taux de rotation du personnel négligeable.
- Taux de charges sociales de 48 %.
- Taux d'actualisation de 3,80 %.

2. Le coût de renouvellement des immobilisations est provisionné sur la base de plans de renouvellement individualisés.

Les reprises de provisions pour renouvellement de 17 654 €, correspondent à des provisions reprises dans le cadre de renouvellement de biens immobilisés ou devenues sans objet suite à des sorties d'actifs immobilisés.

3. Une reprise de provisions pour renouvellement exceptionnelle a été comptabilisée à hauteur de 59 904 € pour les provisions devenues sans objet.
4. Le coût des grosses réparations sur les immobilisations est provisionné sur la base des programmes pluriannuels de vérification des bacs.

TABLEAU DES ECHEANCES DES DETTES

	MONTANT AU 30/06/2023	DEGRE D'EXIGIBILITE DU PASSIF		
		A MOINS DE 1AN	DE 1 A 5 ANS	A PLUS DE 5 ANS
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	884 631	884 631		
Dettes fiscales et Sociales	1 012 232	1 012 232		
Dettes diverses	35 378	35 378		
TOTAL	1 932 241	1 932 241		

CREANCES ET DETTES SOCIETES LIEES

	Créances 1 an au plus	Dettes 1 an au plus
Créances clients	-	
Dettes fournisseurs		-

DETAIL DES CHARGES A PAYER ET PRODUITS A RECEVOIR

	<u>Charges à payer</u>	<u>Produits à recevoir</u>
Fournisseurs	709 318	99
Personnel	419 603	
Organismes sociaux	246 471	
Impôts et Taxes	248 621	327 912
TOTAL	1 624 013	328 011

DETAIL DES COMPTES DE REGULARISATION

Charges constatées d'avance :

Ce poste correspond à la part des contrats d'assurance, d'entretien et de location payés d'avance pour un total de 469 973 €.

DETAIL DES DISPONIBILITES

Ce poste se décompose de la façon suivante :

Solde de trésorerie	632 131
Placements	10 009 000

	10 641 131

DETAILS DES PRODUITS EXCEPTIONNELS

Ils se décomposent de la façon suivante :

• Autres produits exceptionnels	843
• Reprise provisions pour renouvellement	59 904

	60 747

DETAILS DES CHARGES EXCEPTIONNELLES

Elles se décomposent de la façon suivante :

• Valeurs nettes des immobilisations renouvelées ou cédées	5 499

	5 499

REPARTITION DU MONTANT DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

	Résultat Avant Impôt	Impôt Dû	Résultat Net
Résultat courant	3 166 689	794 414	2 372 275
Résultat exceptionnel	54 405	13 648	40 757
Total	3 221 094	808 062	2 413 032

HONORAIRES VERSEES AUX COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le cabinet ERNST & YOUNG AUDIT, commissaires aux comptes de la société, a perçu au titre de sa mission de certification des comptes annuels, la rémunération pour l'exercice 2022 59 899 €.

Le cabinet Mazars est le nouveau commissaire aux comptes à compter du 1^{er} janvier 2023. Une provision pour les honoraires du 1^{er} semestre 2023 a été comptabilisée pour 26 978 €.

ENGAGEMENT D'INDEMNITES DE DEPART EN RETRAITE

Ces engagements sont calculés conformément à la Convention Collective de l'Industrie du Pétrole et majorés des dispositions internes à l'entreprise. Leurs montants non comptabilisés à la clôture s'élèvent à 378 690 €.

Les hypothèses retenues sont les suivantes:

▪ Base d'évaluation	juin 2023
▪ Méthode	interne
▪ Age de la retraite	65 ans
▪ Taux net d'actualisation	3.80 %
▪ Taux de charges sociales	48 %

ENGAGEMENT DE COTISATIONS DE MUTUELLE

La société s'est engagée à prendre en charge une quote-part de la cotisation de la mutuelle des personnels retraités et de leurs conjoints.

Au cours du 1^{er} semestre 2023, la société a pris en charge 10 708 € de cotisations au profit de 78 bénéficiaires.

A la clôture des comptes, le montant de l'engagement global non comptabilisé concernant le personnel retraité actuel ainsi que les futurs retraités s'élève à 544 878 €.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

▪ Base d'évaluation	juin 2023
▪ Contrat	cotisation MIP base jusqu'en 2006
▪ Contrat	cotisation MIP Total à partir de janvier 2007
▪ Contrat	cotisation MIP DPA à partir de janvier 2014
▪ Age de la retraite	65 ans
▪ Durée de vie moyenne	87 ans
▪ Taux d'actualisation	3.80 %

EFFECTIF MOYEN EMPLOYE PENDANT LA PERIODE

▪ Cadres	9
▪ Agents de maîtrise et assimilés	28
▪ Ouvriers et employés	5

	42
▪ Cadre mis à disposition de l'entreprise	1

DETTE FUTURE D'IMPOT

	Base	Impôts dus à 25 %
<u>Allègement</u>		
• Provisions pour congés payés	191 791	47 948
• Intéressement des salariés aux bénéfices	154 981	38 745

ENGAGEMENT

Engagements donnés non comptabilisés

- Caution fournie par BNP PARIBAS, à hauteur de 218 000 € afin de couvrir les opérations diverses vis-à-vis des DOUANES de Bordeaux.

Engagements donnés comptabilisés

- Selon le contrat de gérance qui la lie au Port Autonome de Bordeaux, la Société est tenue de maintenir en état de fonctionnement les biens du domaine concédé, et de les remettre gratuitement au concédant à la fin du contrat, soit le 31 mai 2032.

Les provisions pour renouvellement et les amortissements de caducité traduisent en comptabilité cette obligation.

Les provisions pour renouvellement seront reprises chaque année, d'ici la fin de la concession, en fonction de l'avancée des travaux et des analyses portant sur les biens concernés.

Engagements reçus

- La société a signé des contrats de location de capacités engageant les clients sur des durées supérieures à 1 an.

Au 30 juin 2023, le montant des loyers qui seront perçus se résume de la façon suivante :

Loyers non perçus et non comptabilisés

A moins d'un an	4 561 726 €
D'un à cinq ans	7 002 990 €
A plus de cinq ans	1 319 100 €

12 883 816 €

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

	30/06/2023	31/12/2022
	(12 mois)	(12 mois)
<u>Flux de trésorerie liés à l'activité</u>		
Résultat net	2 413 032	4 228 313
+Amortissement et provisions	1 507 200	2 028 286
- Plus-values de cessions des immobilisations	-13 600	-127 025
- Variation des charges à répartir		
Marge brute d'autofinancement	3 933 832	6 383 625
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		
Stocks	-52 162	-2 969
Créances clients	42 345	-222 431
Autres créances	-62 589	151 819
CCA	-403 888	-21 101
Dettes fournisseurs	-265 355	-293 213
Dettes fiscales et sociales	114 618	-140 213
Autres dettes	79	978
PCA		
Total	-626 953	-527 130
Flux net de trésorerie généré par l'activité	3 306 879	5 856 495
<u>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</u>		
Acquisitions d'éléments d'actif immobilisé		
- Immobilisations incorporelles et corporelles	451 645	1 214 694
- Immobilisations financières	22 586	27 101
Total acquisitions	474 231	1 241 795
Cession d'immobilisations		
- Immobilisations incorporelles et corporelles		
- Immobilisations financières	16 542	26 563
Total cessions	16 542	26 563
Variation des dettes sur immobilisations	-47 053	-262 581
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-504 742	-1 477 813
<u>Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement</u>		
Dividendes versés aux actionnaires	-3 716 400	-3 227 400
Augmentations de capital en numéraire		
Subvention		
Emissions d'emprunts		
Remboursements d'emprunts		
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-3 716 400	-3 227 400
Disponibilités	11 555 395	10 404 113
Découverts bancaires		
Trésorerie d'ouverture	11 555 395	10 404 113
Disponibilités	10 641 131	11 555 395
Découverts bancaires		
Trésorerie de clôture	10 641 131	11 555 395
Variation de trésorerie	-914 263	1 151 282

IV - AUTRES INFORMATIONS

Néant.